

Savoir VS politique

Penser que le savoir n'est pas politique, c'est au mieux de la naïveté, au pire de la mauvaise foi. Déjà, le fait même de présenter le savoir académique comme un bloc unitaire et homogène pose un certain nombre de problèmes, puisqu'il n'existe pas une seule forme de savoir. Au-delà de la conception de savoir comme un contenu qu'on enseigne, il faut par ailleurs prendre en compte les méthodes et pratiques déployées en vue de l'acquérir, etc, qui ne sont pas non plus uniformes. Le "savoir académique" (ou la "Science", à prononcer *scionsse*), présenté comme concept monolithique, va souvent de pair avec d'autres notions tout aussi monolithiques, en particulier celles de "Vérité" et de "Rationalité".

C'est précisément le positionnement qui est privilégié dans cet article, que ce soit dans le cas de la journaliste ou des témoignages recueillis: on y présente l'université comme le temple de la rationalité dont les fondations se trouveraient menacées par une foule d'activistes dominés par leurs émotions. Et c'est bien connu, montrer ses émotions en société c'est le mal absolu - on pourrait néanmoins se demander comment deux des universitaires interrogé.e.s dans l'article se situent face à un de leurs anciens collègues poussé à la porte suite à de nombreuses plaintes pour harcèlement sexuel et violences physiques sur des étudiant.e.s / collaborateur.ices : ont-ils décidé de ne jamais prendre position contre leur collègue parce qu'ils le jugeaient "rationnel" lui aussi et non dominé par ses émotions? Jugeaient-ils qu'il ne faisait qu'exercer son *esprit critique* en usant de sa position de pouvoir pour aggraver?

On a donc affaire ici à une opposition entre la figure de l'universitaire respectable, qui chercherait humblement à développer un savoir neutre et objectif, et celle de l'universitaire activiste, qui prend position et affiche sa subjectivité. Cette distinction n'est du reste pas nouvelle, puisqu'on trouve déjà des critiques autour de la figure du "bon chercheur" lors des mouvements pour les droits civiques dans les années 60 (je me réfère ici à un article traitant du contexte américain, mais si on creusait un peu on trouverait fort certainement des critiques parallèles dans d'autres pays). Néanmoins, cette approche est fallacieuse sur plusieurs points. Tout d'abord, elle est totalement hypocrite. En effet, la plupart du temps on tend à juger avec un mépris poli les universitaires (bien que ce mépris s'exprime à différents degrés selon les disciplines), les considérant comme déconnecté.e.s du monde et reclus.e.s dans leur tour d'ivoire. Et tout à coup nous voilà gratifié.e.s d'articles sur la bonne manière d'être enseignant-chercheuse, sans même prendre en compte la réalité matérielle de nos professions, et, de surcroît, souhaitant tout à coup que l'on reste dans notre tour d'ivoire? Le fait est que les savoirs produits dans le milieu académique ne sauraient être totalement détachés de ce qui se passe dans la Cité, dans la *polis*, et qu'il est même souhaitable qu'ils ne le soient pas. En outre, l'article lui-même montre bien l'impossibilité de produire un raisonnement totalement dénué de biais. Le fait est que toute pratique de savoir est imprégnée de biais ; le concept de savoir objectif est une illusion. Mais pour autant, ce n'est pas nécessairement dramatique d'avoir des biais! Le tout est d'en être conscient.e et de les reconnaître, ce qui n'est malheureusement pas le cas dans cet article, et dans bon nombre d'autres productions écrites conservatrices et réactionnaires (le simple fait de parler de wokisme au premier degré, d'idéologie et de courant dominant, sans jamais expliquer les termes, est la preuve d'un certain positionnement).

Finalement, la question des biais est étroitement liée à une incapacité à concevoir la nuance, comme on peut le voir dans cet article. En effet, il n'est qu'un énième produit d'un journalisme "ping-pong", qui prétend aborder toute la palette de points de vue sur une question alors qu'il se limite à une opposition "pour ou contre" réductrice. L'auteur/ice de l'article se targue de se ranger du côté de la rationalité et considère avec une certaine condescendance ces fameux universitaires activistes et guidé.e.s par leurs propres émotions, mais échoue lamentablement à comprendre que le fait d'être critique de sa discipline / de sa profession / des institutions n'implique pas de vouloir tout détruire. Et c'est précisément en continuant à présenter des situations dans une logique polarisée, tout en prétendant avoir un point de vue impartial, qu'on ne peut pas avancer dans le débat.

Les universités sont-elles vraiment de gauche?

Derrière l'opposition binaire de l'universitaire respectable et de l'universitaire activiste se cache plus ou moins subtilement l'idée que les universités seraient à la solde de la gauche (pour les conservateurices les plus convaincu.e.s, cette idée s'étend aux réseaux sociaux et aux médias "mainstream"). Il convient de faire une mise au point. D'un point de vue structurel, l'université n'est pas fondamentalement de gauche. Elle est au contraire gérée - et de plus en plus - comme une entreprise ; à l'ère du néo-libéralisme, cela implique qu'elle est régie par un certain nombre de codes de comm' et de marketing qui affectent un vernis progressiste, d'où le fait qu'elle soit catégorisée comme de gauche (on pensera notamment à la récente nomination de la nouvelle rectrice à l'UNIGE, première femme à occuper ce poste, qui a fait l'objet d'une communication abondante de la part de l'université, se gargarisant de son image progressiste). Mais concrètement, cette institution n'a rien de progressiste. À ce jour, elle s'inscrit encore dans une hiérarchie patriarcale, autoritaire et élitiste. Malgré une lente prise de conscience, les postes les plus importants - les chaires professorales et les hauts postes administratifs - restent majoritairement occupés par des hommes. Pour ne prendre qu'un exemple: si on veut envisager une carrière académique, il ne suffit pas de rédiger une bonne thèse et d'être brillant.e. La.e directeurice de thèse occupe une position de pouvoir total sur la.e doctorant.e : c'est par sa validation qu'on peut espérer passer à l'étape suivante, c'est aussi par ellui qu'on peut établir des contacts importants (le *networking* si on veut parler ce langage), etc ... Cela signifie qu'il n'y a absolument aucun garde-fou pour protéger la.e doctorant.e si ça se passe mal. Et la.e directeurice de thèse occupant une chaire de professeur, cela signifie également qu'il est presque impossible de la.e virer. Je connais personnellement un cas d'une professeure qui a plusieurs plaintes pour harcèlement moral et pour avoir poussé nombre de collaborateurices au burn-out (et dont, étonnamment, tous les doctorant.e.s ont abandonné la thèse en cours de route): rien n'est fait. Et ce n'est pas la seule. Pourquoi? Parce qu'il y a une culture de l'entre-soi qui implique que tous les professeur.es vont se protéger entre elleux. Même si l'université en Suisse est plus abordable financièrement que dans d'autres pays, il s'agit aujourd'hui encore d'un lieu de reproduction sociale et culturelle, où on va retrouver certains profils seulement, et dont la variété va encore plus s'étioler au fur et à mesure que l'on gravit les échelons. De plus, la profession d'enseignant-chercheuse est extrêmement précarisante: on vit souvent de bourse de recherche en bourse de recherche, les postes sont très rarement des CDI. La recherche étant de plus en plus envisagée selon une

logique néolibérale, nos profils sont jugés “attractifs” selon notre “productivité” ; en d’autres termes, on est jugé sur la quantité de publications. Comme il ne suffit plus d’envisager une carrière sur la seule base d’un doctorat, on doit également participer à des conférences, écrire des articles, etc..., tout autant d’activités pour lesquelles nous ne sommes pas payé.e.s et que l’on doit faire dans notre temps libre. Voilà comment se passe la sélection par la compétition, qui exclut de fait un grand nombre de profils (les plus précaires étant malheureusement déjà exclus en amont), mais aussi les personnes issues de classes sociales moins privilégiées, les personnes non blanches, non valides, queer, et autre : seul un certain type de profil parvient au sommet (et ce même en Lettres ou en sciences sociales, présentées comme les disciplines les plus “woke”), et ce n’est clairement pas le profil qui va encourager au militantisme. Ne pas prendre en compte la réalité matérielle de la profession, c’est arriver ensuite à des conclusions comme celles qu’on peut trouver dans l’article, à savoir complètement à côté de la plaque et d’une banalité navrante (cela dit, pour être honnête je doute que l’intérêt premier était de montrer avec authenticité la réalité de ce qui se passe dans les unis).

Luttes de pouvoir dans le milieu académique

À titre personnel, je coche un certain nombre de cases du bingo woke: féministe, trans, anarchiste, pour citer les cases dont je suis la.e plus fier.e et acquises de haute lutte. De ce fait, je corresponds tout à fait au profil “dangereux”, car proche du profil universitaire-activiste. Voici une esquisse de la vie des méchants militants de gôche à l’uni: la plupart du temps, je tais mes idéaux politiques auprès de mes collègues pour ne pas partir dans des débats stériles, je cache ma transidentité pour ne pas devenir l’animal de foire scruté sous toutes les coutures, et vu que mon intérêt premier est de donner cours à mes étudiant.e.s en lien avec mon sujet de doctorat et de leur transmettre une forme de savoir, il se trouve que j’ai autre chose à faire que d’aller leur lire *le Capital* de Marx et de leur chanter l’Internationale à chaque cours. Parfois, je dérive et je leur raconte une anecdote bête qui m’est arrivée quand j’étais moi-même étudiant.e juste pour les faire sourire. Voilà. Passionnant n’est-ce pas? Outrageusement politique, pourrait-on même dire!

Il m’est parfois arrivé de critiquer ouvertement la hiérarchie universitaire lors de mes cours, dans les cas où elle impacte directement mon enseignement. Je pense qu’il faut arrêter avec cette infantilisation des étudiant.e.s, qui suinte derrière l’idée que les profs d’uni font de l’activisme dès lors qu’une idée jugée politique est exprimée en cours. On enseigne à des personnes adultes, qui sont tout à fait aptes à faire la part des choses. Et vu que l’on tient tant à souligner que les Lettres forment à l’esprit critique plus qu’ailleurs, n’est-ce pas justement une manière de former à l’esprit critique que de formuler une opinion sur un sujet et inviter son auditoire à se faire sa propre idée? Par mon statut hybride de doctorant.e (et donc considéré comme étudiant.e) et enseignant.e, j’ai un pied dans chaque monde - d’autant plus que techniquement, mon âge est plus proche de mes étudiant.e.s que de mes collègues. De fait, un écart générationnel se fait de plus en plus sentir. Il se trouve que les nouvelles générations d’étudiant.e.s remettent de plus en plus en cause l’autorité traditionnelle qui serait due aux professeur.e.s par leur position, et cela leur fait peur. On l’a particulièrement vu avec les mouvements d’occupation qui ont fleuri globalement dans les universités. Bien que la plupart de ces mouvements soient non-violents, diverses stratégies ont été élaborées pour les

invalider auprès de l'opinion publique, dont des accusations d'antisémitisme, d'occupation illégale, trop d'émotion ou encore de trouble à l'ordre public et refus du débat (dans l'article, une personne s'insurge notamment du fait que des affiches pro-Palestiniennes collées sur les murs constitueraient une sorte d'atteinte à la liberté d'expression: honnêtement je ne comprends pas comment on a pu juger ce propos comme un quelconque forme d'argument suffisamment pertinent à retranscrire). Là aussi, l'article échoue à rendre une image claire des enjeux de pouvoirs à l'action. Premièrement, comme on l'a vu avant, le profil-type de prof d'uni est celle d'une personne issu d'un milieu relativement aisé, qui a tout intérêt à protéger le statut quo et par la même occasion sa propre position. C'est donc faire une généralisation abusive que de prétendre que les enseignant-es font de plus en plus étalage de leur activisme: dans les lettres de soutien qui ont circulé, les professeur.e.s signataires constituent une minorité. Qui sont les méchants profs activistes alors? Des doctorant.e.s tel.le.s que moi, qui ont à peine plus de poids qu'un.e étudiant.e dans la hiérarchie universitaire? C'est nous prêter beaucoup de pouvoir que d'imaginer que l'on parvient à radicaliser les masses (et combien d'étudiant.e.s imagine-t-on qu'il y a en cours?? Tous les cours d'uni ne se font pas dans des auditoriums à plusieurs centaines de personnes). Deuxièmement, dire que l'université forme des militants de gauche, c'est encore une fois partir du principe qu'il s'agit d'une institution de gauche alors qu'on a montré qu'elle ne l'était pas. À cet égard, on signalera que les rectorats d'université ne soutenaient pas les mouvements, mais au contraire les dénonçaient (en témoignent les nombreux mails reçus à ce sujet en interne). Dès lors, comment justifier un entre-soi militant quand la principale instance de pouvoir se désolidarise de ces mouvements? Et troisièmement, ce renversement victimaire a bon dos, mais qui voit sa profession et son statut menacé? Les signataires des lettres, qui sont majoritairement des membres du corps intermédiaire (= tout enseignant-chercheuse non titulaire d'une chaire) et donc de base plus précaires ; les étudiant.e.s, qui mettent en péril leur place à l'université. Et les personnes "qui condamnent les violences", que risquent-elles, elles, à râler depuis leur canapé? Les hiérarchies universitaires ont-elles menacé de les virer? Si le simple fait d'émettre des critiques et de prendre position est vu comme du militantisme, alors oui je choisirai sans hésiter de prendre la cape de l'universitaire-activiste.